INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 9 novembre 2021**

* Les principaux marchés actions européens ont clôturé sur une baisse symbolique. Le CAC 40 a ainsi cédé 0,04% à 7 056,06 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a abandonné 0,07% à 4 348 points. Aux Etats-Unis, Wall Street reprend son souffle après la pluie de records enregistrés ces dernières semaines. Vers 17h30, le Dow Jones cède 0,35% et le Nasdaq, 0,34%.
* La séance a globalement bien débuté sur les marchés, l'optimisme restant alimenté par les résultats meilleurs que prévu des entreprises. Ce matin, c'est Bayer et Nissan qui ont favorablement surpris. Les investisseurs ont également été rassurés par la posture prudente adoptée par les banques centrales alors que ces dernières ne veulent pas prendre le risque de freiner la croissance malgré l'inflation.
* Le rebond du sentiment des investisseurs allemands est venu apporter la preuve de la confiance ambiante: l'indice Zew, qui mesure le sentiment des investisseurs allemands, s'est ainsi établi en novembre à 31,7 après 22,3 en octobre. Les économistes tablaient sur 20.
* La tendance s'est ensuite progressivement étiolée dans le sillage de l'ouverture prudente des marchés actions américains, les opérateurs ayant pris acte de l'accélération de la hausse des prix de la production aux Etats-Unis en octobre. Ces prix ont, en effet, progressé de 0,6% en le mois dernier. Le consensus Briefing.com tablait sur une hausse de 0,6% après +0,5% en septembre. De leur côté, les prix "core", c'est-à-dire hors alimentation et énergie, ont augmenté 0,4% en octobre 2021, contre un consensus de +0,4% et après +0,2% en septembre.
* Dans ce contexte, l'annonce demain de l'évolution des prix à la consommation aux Etats-Unis pour le mois d'octobre est particulièrement attendue.
* La tendance haussière du bitcoin ne se dément pas. La plus importante des crypto-monnaies a atteint au plus haut de la journée les 68 494 dollars, un niveau inconnu jusqu'alors. Le bitcoin a reperdu un peu d'altitude et gagne désormais 0,87% à 66 752 dollars. Rien ne semble pouvoir arrêter son ascension. JPMorgan affichait en début d'année un objectif théorique de 146 000 dollars en faisant l'hypothèse que la capitalisation du Bitcoin rattrape le montant investi par les investisseurs institutionnels privés, c'est-à-dire hors Banque centrale, en or.

S'il lui reste encore de la marge, le Bitcoin pourrait atteindre cet objectif théorique plus tôt que prévu.

* Au Mexique, l’inflation a atteint 6,24% en octobre en rythme annuel, selon les données publiées ce mardi par l’Inegi. C’est légèrement plus que ce qu’attendaient les économistes en moyenne, soit 6,19%. C’est surtout significativement plus que la cible officielle de la Banque centrale mexicaine (Banxico) située entre 2% et 4%. Cela renforce la probabilité que l’institution procède à un nouveau tour de vis monétaire jeudi. Avant la publication de l’inflation d’octobre, le consensus Bloomberg anticipait un resserrement monétaire de 25 points de base.

En fin d'après-midi, le dollar cède 0,28% à 20,28 pesos mexicains.

* Les services du FMI ont révisé à la hausse la prévision de croissance du PIB français à environ 6,75% pour 2021, en raison du fort rebond de la consommation et de l'investissement au cours des deuxième et troisième trimestres. En 2022, la croissance serait plus modérée, à 3,7 %. Cette prévision suppose la poursuite de l'endiguement de la Covid, la normalisation des difficultés actuelles des chaînes d'approvisionnement et le maintien de politiques accommodantes.

À moyen terme, l'activité devrait augmenter pratiquement au même rythme que son potentiel, mais rester légèrement inférieure à sa tendance d'avant-crise.

L'inflation globale devrait augmenter à environ 2 % cette année, mais baisser à 1,7 % l'an prochain à mesure que se dissiperont les facteurs transitoires. Le taux de chômage devrait baisser à 7,8 % en 2021 grâce aux conditions favorables du marché du travail pour les demandeurs d'emploi.

* Le taux de chômage de la zone OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a diminué pour le cinquième mois consécutif en septembre 2021 pour atteindre 5,8% (contre 6% en août), se situant 0,5 point au-dessus de son niveau d'avant la pandémie, observé en février 2020. Le taux de chômage de la zone OCDE a diminué au même rythme pour les femmes (6,0% en septembre après 6,1% en août) et les hommes (5,7% après 5,8%), tandis qu'il a baissé à un rythme plus rapide pour les jeunes de 15-24 ans (12,1% après 12,4% en août) que pour les actifs de 25 ans et plus (5,0% après 5,1%).

Il convient d'interpréter avec prudence la baisse du taux de chômage de la zone OCDE par rapport au pic d'avril 2020 car elle reflète en grande partie le retour au travail de personnes en mise à pied temporaire aux États-Unis et au Canada, où elles sont enregistrées comme étant au chômage, contrairement à la plupart des autres pays, notamment européens, où elles sont comptées comme étant en emploi, précise l'organisation internationale libérale.

* Plus de 11 000 salariés de Boeing (soit près de 9% de ses effectifs) réclameraient une exemption de vaccin contre le Covid-19 pour des raisons religieuses ou médicales. C’est ce qu’a rapporté Reuters sur la base de sources proches du dossier. Le média précise que ce niveau est largement supérieur aux estimations de la direction. En préouverture de Wall Street ce mardi, le titre de l'avionneur évolue en légère baisse.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Renault (+3,79%) a signé la plus forte progression du CAC 40 grâce au relèvement de la prévision de bénéfice d'exploitation annuel de Nissan, dont le groupe français détient environ 43%.
* A l'autre bout du palmarès, Worldline a cédé plus de 3,6%, toujours pénalisé par des perspectives jugées incertaines.
* Le titre Carrefour s'adjuge +1,5% à 1,585 euros mardi, les investisseurs paraissant convaincus par le nouveau plan stratégique du distributeur. A l'occasion de son Digital Day qui se tient ce jour, Carrefour a en effet indiqué qu'il visait un triplement de son volume d'affaires e-commerce, à 10 milliards d'euros, d'ici 2026. Le groupe prévoit également d'investir 3 milliards d'euros à moyen terme, soit 50% de plus que le précédent plan, afin que le digital génère 600 millions d'euros additionnels au résultat opérationnel courant (ROC) dans cinq ans.

De plus, en ligne avec sa démarche de responsabilité sociale et environnementale, le groupe annonce viser la neutralité carbone de ses activités e-commerce à horizon 2030, soit 10 ans avant l'objectif global fixé par le groupe pour 2040.

Pour atteindre ces objectifs, Carrefour accélérera le développement de toutes les formes d'e-commerce alimentaire. Ainsi, au-delà du Drive, modèle dominant en France et dont Leclerc est le leader, le groupe compte s'imposer comme le numéro 1 dans les formats à plus forte croissance tels que la livraison express (moins de 3 heures) et le quick commerce (moins de 15 minutes), afin de renforcer son leadership sur la livraison à domicile dans ses marchés clés.

Afin de marcher sur les plates-bandes d'Amazon, le distributeur entend également investir le "retail media", un autre point central de son plan, grâce à sa plateforme Carrefour Links. Il compte ainsi profiter du marché de la publicité en ligne en monétisant les données de ses clients en vendant par exemple des espaces publicitaires à des annonceurs.

* Le titre Maisons du Monde gagne 1,2% à 20,84 euros, soutenu par les nouveaux objectifs à moyen terme du groupe communiqués hier soir lors de sa Journée investisseurs. L'enseigne d'ameublement et de décoration a notamment assuré que sa distribution aux actionnaires demeurera, sur toute la durée de son plan stratégique, soit jusqu'en 2025, à un niveau élevé, compris entre 30% et 40%.

Berenberg salue la décision de donner une place plus importante à la marketplace et insiste sur la révision à la baisse de l'expansion du réseau de magasins, alors que dans son précédent plan, Maisons du Monde prévoyait d'en ouvrir 16 à 20 par an. Selon le broker, cette décision est "parfaitement logique" alors que le Covid-19 a accéléré la pénétration du commerce électronique.

* Aramis grappille 0,62% à 16,20 euros l’action sur la place de Paris. Les investisseurs ne débordent pas d’enthousiasme malgré une publication annuelle meilleure que prévu. Lors de son exercice fiscal 2021, qui s’est achevé en septembre dernier, le spécialiste de la vente en ligne de voitures d'occasion a réalisé un chiffre d’affaires pro forma de 1,36 milliard d’euros, en hausse de 25,9% sur un an. C’est mieux que la guidance officielle (1,35 milliard) et que les attentes du consensus (1,31 milliard).

Cette solide performance s'explique par une très forte croissance du segment des véhicules reconditionnés. Sur l'ensemble de l'exercice, 50 125 unités ont été livrées à des particuliers sur une base pro forma, soit un bond de 37,4%.

Le groupe, qui s'est introduit en Bourse en juin dernier, a connu une croissance soutenue du chiffre d'affaires pro forma dans toutes les géographies, avec notamment une performance remarquable de l'Espagne (+217,2%), une bonne dynamique en France (+14,3%) et en Belgique (+23,1%) et la montée en puissance progressive du Royaume-Uni (+6,4%).

" Cette performance en 2021 démontre la capacité d'Aramis Group à croître fortement en dépit de conditions de marché rendues plus difficiles par les tensions dans les chaînes d'approvisionnement ", ont commenté Nicolas Chartier et Guillaume Paoli, les co-fondateurs.

* General Electric a jeté un pavé dans la mare et annoncé un nouveau tournant dans son histoire longue de plus de près de 130 ans. Le conglomérat né des activités de Thomas Edison, le pionnier de l'électricité, a en effet annoncé qu'il allait bientôt se scinder en trois entités distinctes, chacune spécialisée dans l'aviation, la santé et l'énergie. A Wall Street, cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe, le titre bondissant de plus de 16% avant l'ouverture, avant de retomber et d'afficher désormais une hausse de plus de 6% à 115 dollars. Il domine ainsi largement un S&P 500 morose.

Plus précisément, d'ici début 2023, le groupe basé à Boston dans le Massachussetts compte procéder à une scission de GE Healthcare, spécialisée dans la santé de précision et dans laquelle GE conservera une participation de 19,9%. Par la suite, la société procédera, début 2024, à la fusion de GE Renewable Energy, GE Power et GE Digital en une seule entreprise, positionnée sur la transition énergétique.

À l'issue de ces opérations, l'entité centrale de GE, autrefois spécialisée dans la confection de lampe à incandescence et d'installation électriques, sera désormais exclusivement consacrée au secteur de l'aviation, dont elle est notamment un important fournisseur en moteurs à réaction et turbopropulseurs.

* En octobre 2021, Le Shuttle Freight de Getlink a transporté 122 250 camions, soit une baisse de 14 % par rapport à 2020, pénalisé par un effet de base défavorable lié aux stockages effectués en prévision du Brexit à la même époque en 2020. Depuis le 1er janvier 2021 Le Shuttle Freight a transporté plus de 1,1 million de camions. Sur la même période, Le Shuttle a transporté 136 109 véhicules de tourisme, en croissance de 47 % par rapport à octobre 2020, portée par des conditions de voyage moins restrictives qu’en 2020 à la même période.

**ANALYSES**

* Les vents économiques continuent de souffler dans la bonne direction pour le gouvernement. Le Fonds monétaire international (FMI) vient ce mardi de relever ses prévisions de croissance pour la France cette année, et donne quitus au projet de budget pour 2022,  pourtant critiqué pour son haut niveau de dépenses. « Le projet de loi de finances 2022 constitue un assouplissement budgétaire modéré, ce qui est globalement approprié, compte tenu des risques baissiers » écrit-il dans son rapport annuel sur la France tout juste publié.

L'institution de Washington relève à 6,75 % de croissance pour 2021, alors qu'elle tablait jusque-là sur 6,3 %. Elle suit en cela les projections récentes optimistes de l’Insee ou de la Banque de France, qui anticipent eux aussi le même chiffre. Le FMI juge qu'une « forte reprise économique est en cours, stimulée par le soutien de l'Etat et par d'importants investissements menés par le secteur privé » et met en avant le « fort rebond de la consommation et de l'investissement au cours des deuxième et troisième trimestres ».

Ce niveau de progression de l'activité est supérieur à ce qu'espère officiellement Bercy, qui a inscrit un taux de 6,25 % dans le projet de loi de finances rectificative pour 2021 présenté la semaine dernière. Très critiqué pour avoir engagé près de 15 milliards de dépenses nouvelles depuis la rentrée, l'exécutif a déjà promis que si la croissance devait être supérieure à 6,25 %, les recettes fiscales additionnelles iraient exclusivement à la baisse du déficit public, attendu à 8,1 % du PIB.

Le FMI se montre toutefois moins optimiste pour l'année qui vient. Le PIB devrait croître de 3,7 % l'an prochain selon ses prévisions, contre 3,9 % auparavant. Ce chiffre reste inférieur à ce qu'espère Bercy pour 2022, à savoir 4 %. « A moyen terme, l'activité devrait augmenter pratiquement au même rythme que son potentiel, mais rester légèrement inférieure à sa tendance d'avant-crise », écrit également l'institution de Washington, qui anticipe donc des stigmates durables de la crise du Covid pour l'économie française.

Concernant la politique budgétaire, le FMI ménage, là aussi, le gouvernement français. Le budget 2022 – très critiqué pour avoir ouvert grand les vannes de la dépense publique - constitue « un assouplissement budgétaire modéré » aux yeux de l'institution internationale, qui appelle toutefois à ce que les « dépenses supplémentaires concernent en priorité les mesures visant à encourager l'investissement, à alléger les tensions liées au recrutement et à faciliter la réallocation des ressources ». C'est ce qui explique que le plan « France 2030 » trouve grâce à ses yeux.

En revanche, le FMI laisse émerger quelques critiques sur les mesures prises pour contrer les effets de la flambée des prix de l'énergie. Si l'institution en approuve le principe, elle juge que « la baisse des taxes sur l'électricité et le plafonnement des prix du gaz affaiblissent les signaux prix, et il conviendrait de mieux cibler l'indemnité inflation ». Pas de quoi doucher l'enthousiasme du ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire, qui a jugé que « le rapport du FMI valide pleinement les choix économiques faits par le gouvernement depuis le début de la crise pour protéger, relancer et investir pour l'avenir ».

Pour l'après élection présidentielle, il est déjà réclamé à la France « d'entreprendre un rééquilibrage progressif mais global des finances publiques » à partir de 2023 pour réduire son endettement. « La poursuite des réformes déjà prévues, telles que celles des retraites, de l'assurance-chômage et de la fonction publique, contribuerait considérablement au rééquilibrage nécessaire », écrit le FMI.

**L’AGENDA DU 10 novembre 2021**

**8h00 en Allemagne**

Inflation en octobre

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Inflation en octobre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des grossistes en septembre